



Le vécu de la coopérative féminine rurale «Lkaram Nissaiya » (Province d'El Hajeb) en période de crise sanitaire

Entretien avec Halima Lazouzi, présidente de la coopérative Lkaram Nissaiya

Propos recueillis par Sanae Ziani et El Hassane Abdellaoui.

Contact : sanaezyani@gmail.com

Pouvez-vous vous présenter ?

Je m'appelle Halima, j'ai 55 ans, je suis mariée et maman d'une fille de 11 ans. Je n'ai jamais été scolarisée. Je suis née et j'ai grandi à Khémisset. En 2011, mon mari et moi nous avons décidé de sortir de notre village pour chercher du travail afin d'améliorer notre vie, c'est ainsi que mes deux sœurs qui vivent à El Hajeb nous ont encouragés à venir y travailler dans les exploitations agricoles. A ce moment, nous avons donc déménagé et

nous nous sommes installés dans la commune rurale d'Aït Harz Lah où nous avons commencé à travailler dans des fermes proches de notre Douar¹.

Nous travaillons jours et nuits pour arriver à construire une petite maison où nous pourrions vivre avec notre fille. En 2016, j'ai arrêté le travail dans les exploitations agricoles et j'ai commencé à travailler dans une coopérative où j'occupe le poste de présidente.

¹ Un groupement d'habitations rurales, qui comporte de 50 à 400 foyers, il constitue couramment l'unité de base de la commune rurale.

Pouvez-vous nous parler de votre coopérative ?

La création de notre coopérative « Lkaram Nissaiya » qui a pour but la production et la commercialisation du couscous *baldi*, s'est faite dans un contexte spécifique. En effet, au cours de l'année 2015 nous avons créé une AVEC² (Association Villageoise d'Épargnes et de Crédits) dans notre douar avec l'aide et l'accompagnement de l'association Care International Maroc³. Cette AVEC comptait 30 femmes, et nous nous réunissions une fois par semaine pour épargner des petites sommes d'argent dans une caisse. Les apports différaient d'une femme à une autre mais en général nous épargnions entre 10 et 50 dirhams chacune, puis une fois par mois, l'AVEC ouvrait la caisse pour permettre aux femmes désireuses de se lancer dans des activités économiques de bénéficier d'un crédit en fonction de leurs épargnes.



Photo 1. Halima, présidente de la coopérative "Lkaram Nissaiya"

Ma sœur et moi avons été les premières à lancer l'activité de production et vente du couscous *baldi*. Nous avons investi 100 dirhams puis 500 dirhams et nous avons développé cette activité petit à petit. Plus tard, nous avons intégré trois autres femmes. Puis en 2016, l'animatrice de l'Association Care International qui nous accompagne nous a proposé de formaliser cette activité et de créer une coopérative pour avoir plus d'avantages et d'appuis.

Nous étions très motivées pour la création de cette coopérative mais en même temps la peur nous animait car nous ne sommes que des femmes

² Associations Villageoises d'Épargne et de Crédit (AVEC), initié par Care International Maroc en partenariat avec le Réseau Marocain d'Économie Sociale et Solidaire (REMESS) depuis 2014 dans le cadre d'un projet ayant comme objectif, l'insertion socioéconomique des femmes vulnérables.

³ CARE International Maroc est une association humanitaire de solidarité créée en 2007, qui a pour mission de soutenir les individus et les familles des communautés les plus démunies.

rurales et analphabètes. De plus nous n'avions aucune expérience. C'est avec les encouragements de l'animatrice et des membres de l'AVEC que nous avons finalement pu créer notre coopérative, puis peu de temps après, d'autres femmes nous ont rejoint. La coopérative comptait donc 12 membres. Le plus intéressant et important de toute cette histoire, c'est que nous avons toutes du savoir-faire en matière de préparation de couscous, en plus nous n'avons pas de concurrents dans ce domaine. Nous sommes la seule coopérative qui pratique cette activité dans notre commune.

Le départ était un peu difficile parce que nous n'avions pas les moyens suffisants pour produire en grande quantité, encore moins de local pour travailler, du coup la commercialisation de nos produits était très limitée. Nous n'étions que deux femmes à pouvoir sortir du douar pour l'achat des matières premières et la commercialisation de nos produits dans les Souks hebdomadaires.

Nous avons commencé à travailler dans nos foyers et chaque jour de façon rotative, nous travaillions dans la maison d'une femme membre de la coopérative. À la fin de l'année 2016, nous avons bénéficié d'un matériel de la part de l'Association Care, ce qui nous a donc permis de développer notre activité. Puis en 2017, nous avons eu un appui de l'INDH⁴ pour acheter d'autres matériaux, et trois mois plus tard nous avons eu la chance d'obtenir de la part de l'INDH en partenariat avec l'Entraide Nationale⁵, un beau local spacieux avec toutes les installations.

Ce local est situé dans un endroit stratégique, car non seulement il est situé non loin de la route nationale et de la commune rurale, mais il est

également proche de l'école, du dispensaire, et du bureau de l'autorité locale. Ceci est très avantageux pour nous vu que toutes les personnes qui viennent pour des services dans ces différents endroits finissent par acheter nos produits. Cela nous a fait de la publicité et nous sommes devenues plus connues. Ce fut un moment très important dans le développement de notre coopérative et notre travail est devenu plus organisé. Par conséquent nous avons pu développer notre activité et diversifier nos produits.

Après notre aménagement dans ce nouveau local qui se trouve à 2 km de notre douar, plusieurs femmes ont quitté la coopérative en raison de l'éloignement. Quand nous étions au douar, nous nous arrangions de telle sorte qu'à tour de rôle, chaque femme puisse aller préparer le déjeuner et apprêter leurs enfants pour l'école, mais maintenant cela n'est plus possible. Il y a certains membres de la coopérative dont leurs maris leur ont interdit de sortir du douar, comme si c'était honteux (« *Hchouma* » et « *Aare* ») qu'une femme travaille dans une coopérative. Ils considéraient notre travail comme étant une perte de temps et une chose sans importance. De nombreuses femmes n'avaient pas assez de patience pour attendre que la coopérative porte des fruits, car elles voulaient un revenu journalier. Elles ont donc préféré aller travailler dans des fermes en tant qu'ouvrières agricoles.

La création de notre coopérative n'était pas une chose acceptée facilement par les gens du douar. Les femmes qui y travaillent sont devenues le sujet de discussion des hommes dans les cafés et les lieux de travail. Nous avons

⁴ L'Initiative Nationale pour le Développement Humain (INDH) est un programme de développement, lancé par le Roi Mohammed VI en 2005. C'est un programme axé sur la lutte contre la pauvreté, la précarité et l'exclusion sociale.

⁵ Un établissement public placé sous la tutelle du Ministère de la Famille, de la Solidarité, de l'Égalité et du Développement Social. Il a pour mission d'apporter toute forme d'aide et d'assistance aux populations et de concourir à la promotion familiale et sociale.

beaucoup souffert au début, les hommes et même les femmes se méfiaient de nous. Ils nous disaient : « chaque jour vous portez vos *Djellaba* et vous allez à la coopérative, vous êtes des femmes non maîtrisées par vos maris et vous n’êtes pas des femmes qui peuvent éduquer leurs enfants ».

Le soir, à notre retour de la coopérative, nous évitons de passer devant le café du *douar*. Quand nous empruntons un taxi ou un *Khataf*⁶, nous descendons du véhicule lorsque nous arrivons à quelques mètres du douar et nous faisons le reste du chemin à pieds comme si nous faisons quelque chose d’incorrect. Nous faisons ça juste pour éviter le « blabla » des gens du douar qui d’ailleurs nous ont créé de nombreux problèmes avec nos maris. Beaucoup de personnes ont refusé de nous encourager et d’acheter nos produits, mais avec le temps et après notre réussite, plusieurs choses ont changé. Cette vision négative sur nous a commencé à disparaître.

Aujourd'hui nous sommes restées 6 femmes actives, nous essayons de surpasser tous les handicaps pour atteindre notre objectif et être une grande coopérative qui donne du travail à de nombreuses femmes et les aide ainsi à améliorer leur situation.



Photo 2. Les membres de la coopérative préparent le couscous chez une adhérente

Pouvez-vous nous raconter comment vous avez passé la période de confinement du début 2020 ?

Au mois de Mars, après le troisième jour de la fermeture des écoles, à notre retour le soir au douar le Moqadem⁷ nous a demandé de fermer la coopérative en vue de respecter les mesures prises du fait de la crise jusqu’à la stabilisation de la situation sanitaire comme cela se fait dans toutes les zones du Maroc. Nous avons été un peu choquées car n’ayant pas prévu cette situation surtout qu’aucune information en rapport à cette fermeture nous avait été communiquée d’avance. Cela nous aurait permis de prendre nos dispositions quant à la coopérative. Ces mesures nous

⁶ Un transporteur illégal qui utilise son véhicule personnel pour transporter les gens, ce type de transport se trouve beaucoup plus dans les zones rurales.

⁷ Un agent d’autorités locales, représentant du pouvoir à l’échelon d’un quartier ou d’un douar, chargé de l’exécution des ordres du *makhzen*.

concernent tous car la sécurité de nos membres et celle de nos clients est notre priorité.

Nos activités ont été presque interrompues durant quatre mois car nous ne vendions que des produits déjà préparés de notre dernière production. Il fallait donc agir pour éviter la suspension générale de toute notre activité. La nécessité pour toutes les femmes de travailler se faisant de plus en plus sentir, le travail à partir de la maison semblait être une solution comme nous le faisons au début. Cependant, cela ne fut pas possible du fait que nous manquions de certains matériaux nécessaires. De plus, les regroupements étaient interdits alors que notre activité demande que nous soyons en groupe. Il faut dire que nous avons peur de cette dangereuse maladie.

Le mois du Ramadan est généralement une période où nous travaillons très bien. Tous les produits demandés par nos clients, le couscous, le *Zamita*, les pois chiches... avaient été préparés en avance. Aussi, une semaine avant ladite période, une autorisation à l'autorité locale a été demandée pour nous permettre de commercialiser nos produits au niveau du douar. Cette autorisation, nous l'avons eue mais elle était suivie d'une condition qui était de respecter toutes les mesures sanitaires. Beaucoup de nos produits ramenés ont été vendus en grande quantité mais hélas il en restait encore en stock, ce qui était malheureux pour notre coopérative.

Nous sommes des femmes rurales et analphabètes. En plus, nous ne maîtrisons absolument pas les moyens de commercialisation à distance. D'autres coopératives comme la nôtre, qui font le commerce via des plateformes sur internet n'ont pas arrêté la commercialisation de leurs produits malgré la crise. Nous espérons arriver à ce stade un jour même si

notre grande faiblesse est l'analphabétisme. Malgré tous nos efforts, il reste quand même un handicap. Moi personnellement j'ai un grand espoir que je pourrai faire beaucoup de choses et avancer, mais j'avoue que je ne sais ni lire ni écrire et je ne peux pas progresser à cause de ça. Il faut le dire, l'analphabétisme est un véritable frein pour moi.

Nous avons tous des responsabilités financières et nos familles ont besoin de notre revenu mais hélas les ventes que nous avons faites en cette période ne sont pas suffisantes pour répondre à tous nos besoins. Nous n'avons donc eu d'autres choix que de retourner travailler dans les fermes agricoles comme nous le faisons avant. En cette période, les opportunités d'emploi dans les fermes pour cultiver les fruits, l'abricot, les pêches, les prunes... sont nombreuses à la Commune Ait Harz Haha et les ouvrières agricoles sont beaucoup demandées. Cette forte demande est due au fait que plusieurs ouvrières étrangères « *Brraniat* » ont quitté leur travail pour retourner dans leurs villes natales à cause de la crise.

Dans notre commune il n'existe pas un *Mouquaf*⁸ comme il existe dans la commune de Bouderbala, les opérateurs qui cherchent les ouvrières viennent au douar à 5h du matin, et appellent une des femmes les plus connues qui s'occupent de regrouper 8 ou 10 femmes pour travailler pour 2 jours ou 3 jours. On a travaillé presque toute la période de confinement, on a l'habitude de se débrouiller dans toutes les situations.

8 Un espace où les ouvrières et les ouvriers se regroupent pour trouver un travail.



Photo 3. La participation de la coopérative « Lkaram Nissaiya » à la foire régionale de Fès -Meknès

Comment pouvez-vous expliquer l'impact de la crise sur votre coopérative ?

En réalité, cette crise a un impact très négatif sur tout le monde et surtout au niveau économique. La soudaine fermeture de notre coopérative a causé de nombreuses pertes matérielles car n'ayant pas eu assez de temps pour stocker correctement nos produits, une importante quantité de couscous exposée à l'humidité s'est complètement dégradée. Par ailleurs, nos ventes ont considérablement baissé du fait de la perte d'un grand nombre de nos clients, en particulier ceux de l'étranger qui passaient de grosses commandes mensuelles. La situation étant devenue difficile en période post-confinement, il nous est impossible de travailler convenablement comme nous le faisons avant cette crise. De plus, nous craignons d'être contaminées par les clients infectés.

Nous avons pour habitude de distribuer nos produits dans les administrations et institutions au centre de la province d'El Hajeb, mais

aujourd'hui, cela n'est plus faisable compte tenu des mesures prises. Cette crise nous affecte plus, car en tant que mères, tout notre esprit est focalisé sur nos enfants vu que nous avons peur qu'ils contractent cette maladie, quand bien même nous leur avons donné tous les conseils nécessaires pour l'éviter.

Avez-vous envisagé des stratégies pour remédier aux effets de la crise ?

Tout d'abord, après l'ouverture de la coopérative, nous avons essayé de prendre toutes les mesures de sécurité nécessaires afin de protéger nos clients. Dans l'optique de nous faire plus de publicité et aussi d'informer tout le monde de l'ouverture de la coopérative, une pancarte a été mise en bordure de route, nos heures de travail ont été augmentées et nous avons contacté nos clients via le téléphone pour les informer que tous les produits sont disponibles.

Nous espérons aussi qu'une autre pancarte soit mise sur la route de Fès pour mieux « booster » notre visibilité. Les ventes dans les souks hebdomadaires ont également repris. En toute vérité, nous avons beaucoup d'idées intéressantes et nous voulons réaliser de grandes choses mais notre vision actuelle est plutôt floue en raison de la persistance de cette crise. Les revenus de notre activité étaient vraiment faibles, mais à cause de notre immense passion à l'égard de notre travail, il était impossible pour nous de fermer cette coopérative et cela malgré toutes les difficultés auxquelles nous sommes confrontés. Néanmoins, nous restons convaincues qu'en combinant travail et courage nous pourrions nous surpasser.



Photo 4. Les membres de la coopérative au nouveau local en période post-confinement

Qu'est-ce que vous avez appris de cette crise et qu'est-ce que vous suggérez pour l'amélioration de la situation des coopératives féminines rurales ?

Cette crise a été porteuse de leçons dans la mesure où elle nous a permis de se réorganiser quant à la gestion de la coopérative. En effet, chaque soir avant de quitter la coopérative, nous vérifions entièrement le local en vue de s'assurer que tout est parfaitement en ordre et que les produits sont convenablement stockés. Mieux encore, nous avons décidé que dorénavant, nous anticiperons les événements et ce peu importe les circonstances. Ainsi, lorsque nous aurons des problèmes à régler au niveau de la coopérative, nous nous adresserons à l'autorité locale afin qu'elle

nous délivre une autorisation si nécessaire. Grâce à cette crise, nous avons toutes compris l'importance du commerce via les plateformes internet.

Dans le dessein d'améliorer la situation des coopératives féminines rurales, il est demandé aux responsables de nous fournir les produits d'hygiène et de stérilisation. Cependant, nous avons des difficultés à s'en procurer en raison de leurs coûts élevés en particulier en cette période où les revenus des dites coopératives sont faibles. Il faut aussi dire que nous avons plus besoin d'un appui moral et en termes de formation que financier. Nous aurions besoin d'un soutien pour la commercialisation de nos produits et des formations adaptées sur le commerce via internet.

Nous recherchons surtout des personnes qui peuvent nous aider à aller de l'avant et nous montrer le chemin qui nous conduira à notre succès, car nous sommes déterminées à développer notre coopérative. Enfin, le grand problème auquel nous sommes confrontées, c'est le manque d'une secrétaire permanente, qui aura à sa charge le volet administratif, puisque la seule femme instruite de notre coopérative ne peut être régulièrement présente car étant empêchée par des circonstances spécifiques. Concernant les ventes, nous essayons de les enregistrer avec des signes que nous comprenons toutes, mais hélas, nos efforts restent insuffisants pour une meilleure gestion de la coopérative. En fin d'année, nous organisons notre assemblée générale mais nos registres sont tous mal tenus.